

Dallin, Alexander. *Black Box : KAL 007 and the Superpowers*.  
Berkeley, University of California Press, 1985, 141 p.

André Kuczewski

---

Volume 17, Number 1, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701972ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701972ar>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this review

Kuczewski, A. (1986). Review of [Dallin, Alexander. *Black Box : KAL 007 and the Superpowers*. Berkeley, University of California Press, 1985, 141 p.] *Études internationales*, 17 (1), 180–182. <https://doi.org/10.7202/701972ar>

Le troisième point à souligner est en rapport avec l'évolution politique intérieure survenue dans les pays périphériques. Un ensemble de facteurs a contribué à la formation d'un vaste secteur d'État qui comprend de puissantes entreprises et jouit d'une large autonomie vis-à-vis de la bourgeoisie locale.

Enfin en guise de conclusion j'aimerais comparer ce livre à celui de Edmond Jouve paru chez Berger Levrault en 1983 en disant que l'étudiant(e) trouvera les deux ouvrages complémentaires. Si les annexes documentaires par rapport aux commentaires sont plus courtes on y retrouve, en plus des thèmes choisis par Braillard et Djalili, la distinction intéressante entre Tiers Monde des États et Tiers Monde des peuples et la conclusion intitulée le Tiers Mondisme est un humanisme.

L'idée qui se dégage de Braillard et Djalili et de sa présentation c'est la complexité des intérêts en jeu et toutes les chances de confrontation Est Ouest, Nord Sud, Sud Sud tandis que Jouve accorde un angélisme au Tiers Monde, qui donne globalement une impression de progrès de la solidarité Sud Sud.

Finalement le fait de se contenter de replacer les discours dans leur contexte plutôt que d'en faire de longs commentaires, fait du livre de Braillard et Djalili un très bon livre de référence.

Élizabeth, BAROT-HÉNAULT

*Groupe d'études interaméricaines  
Université d'Ottawa, Canada*

DALLIN, Alexander. *Black Box: KAL 007 and the Superpowers*. Berkeley, University of California Press, 1985, 141 p.

« Quarante-quatre ans, jour pour jour, après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, le monde était plongé dans une autre crise dont les dimensions furent d'abord difficiles à évaluer ». C'est ainsi que débute le récit détaillé que fait Alexander Dallin des événements entourant la destruction du vol 007 de la *Korean Airlines* par l'Union soviétique le 1<sup>er</sup> septembre 1983. Dans l'ou-

vrage *Black Box: KAL 007 and the Superpowers*, on retrouve une reconstruction méticuleuse de la destruction de l'avion de ligne, une analyse détaillée des arguments avancés par les États-Unis et l'Union soviétique à la suite de la tragédie, et une évaluation de toutes les hypothèses émises dans le but d'expliquer comment et pourquoi celle-ci s'est produite.

Dallin situe son étude dans le cadre de deux contextes plus généraux. D'abord, il interprète l'incident comme une étude de cas de la gestion d'une « situation de crise » entre les deux superpuissances, utilisant les précédents historiques appropriés (p. ix). En second lieu, il établit un rapport entre les réactions de l'Union soviétique et des États-Unis, pendant et après l'événement, et les élites politique et bureaucratique qui dominèrent le processus de prise de décision dans chacun des pays.

Au cours des années qui ont précédé l'incident de l'avion coréen, l'atmosphère politique était nettement tendue entre Washington et Moscou. L'élection de Ronald Reagan, en novembre 1980, « porta au pouvoir certains des plus idéologiquement et farouchement anti-communistes qui aient été en place à Washington » (p. 95). À mesure que l'hostilité américaine envers l'Union soviétique atteignait de nouveaux sommets, les Soviétiques dénonçaient de façon plus explicite et plus dure l'Amérique. En novembre 1982, lorsque Yuri Andropov succéda à Léonid Brejnev à Moscou, l'Union soviétique se tourna vers l'intérieur pour s'attaquer aux problèmes d'inefficacité économique et de corruption bureaucratique, bien que l'attitude des États-Unis n'ait pas changé. Avec la mise en veilleuse des négociations sur le contrôle des armements et des accords d'échanges culturels, les deux pays eurent de plus en plus recours au « *superpower body language* », s'accusant mutuellement de crimes en Afghanistan, au Liban et en Amérique centrale, et adoptant des attitudes de supériorité à la moindre occasion (p. 6).

Lorsque la nouvelle de la destruction de l'avion éclata dans le monde, chaque partie se disputa l'avant-scène en attaques verbales et en contre-attaques, et le gouffre séparant Washington et Moscou s'approfondit au cours

de la crise. Comme le souligne Dallin lorsqu'il examine les transcriptions de vol, les articles de journaux et les documents gouvernementaux, il n'y eut à aucun moment de volonté de mener de concert une enquête sur l'incident. Les deux superpuissances étaient à ce point enfermées dans leur dynamique de confrontation, qu'elles ne pouvaient coopérer pour découvrir pourquoi l'incident s'était produit, s'il eut été possible d'éviter la perte de 269 vies humaines, et de quelle façon mettre au point des propositions pour empêcher qu'une tragédie semblable ne se reproduise.

Après avoir soigneusement et judicieusement étudié tous les motifs possibles qu'aurait pu avoir l'Union soviétique de descendre l'avion – de la conspiration à l'accident – Dallin se tourne vers la recherche des références historiques pouvant mettre en lumière les explications les plus plausibles. Il examine fort intelligemment quelques-unes des valeurs dominantes et des craintes de longue date qui selon lui, jouèrent un rôle vital dans la façon dont l'Union soviétique traita l'incident et y réagit. Il souligne le fait que les Américains (et particulièrement ceux qui sont aux postes de commande) non seulement ignorent pour la plupart ces valeurs et ces craintes, mais que les propres priorités et les insécurités des États-Unis sont très souvent incompatibles avec celles-ci. Là où les États-Unis ont joui d'une tradition de sécurité de leurs frontières ainsi que d'une expérience parallèle d'isolation par rapport à l'invasion physique externe, les Russes souffrent de l'absence de frontières naturelles et ont une histoire marquée de siècles d'invasions par les Varègues, les Mongols, les Suédois, les Polonais, les Turcs et, plus récemment, expérience traumatisante, les Allemands au cours de deux guerres mondiales dévastatrices au vingtième siècle. Les Soviétiques ont gardé de ces expériences une crainte excessive devant la vulnérabilité de la pénétration par des forces extérieures et, par conséquent, ont développé une très grande dépendance envers l'État pour se protéger de la répétition de telles horreurs.

Dans ce monde actuel marqué au seau de la technologie, ce légitime sentiment de vulnérabilité a été renforcé – en fait accentué – par

la présence d'une « toile invisible d'équipement électronique sur terre, dans les airs et sous les océans tout autour du bloc soviétique », qui provoque de nouvelles insécurités envers ce qui, sous Staline, était appelé « l'encercllement capitaliste » (p. 75). Il faut ajouter à cela les précédents en matière d'intrusion dans l'espace aérien soviétique: l'affaire de l'U-2 en 1960, qui reçut fut largement publicisé, et celle moins connue de l'écrasement en Arménie soviétique, en 1958, d'un avion américain « transportant de l'équipement spécialement conçu pour recevoir à petite distance les signaux des transmissions soviétiques » (p. 79). Le précédent de 1978, au cours duquel un autre avion civil coréen fut forcé à atterrir après s'être retrouvé au-dessus du territoire soviétique, fut le plus important bien qu'il ait été réglé discrètement. Pour ce qui est de l'incident le plus récent cependant, l'avion de ligne coréen n'avait pas seulement survolé le territoire soviétique mais il était passé au-dessus de l'une des zones militaires les plus sensibles du pays.

En dernier lieu, Dallin examine une série de facteurs psychologiques ayant influencé l'histoire russe, facteurs qui, croit-il, jouèrent un rôle dans la façon dont les Soviétiques choisirent de gérer la crise de 1983. Ceux-ci comprennent la crainte de perdre le contrôle politique, et celle d'être humilié par les adversaires, perçues comme les plus importantes. Pour calmer ces craintes fondamentales, les Soviétiques s'en remirent à la rationalisation, à la planification, à la « conscience » (pour utiliser l'une des expressions favorites de Lénine), et à l'ordre, de façon exagérée. Pour vaincre la faillibilité, ils tentèrent d'atteindre l'inaffabilité. « Moscou, écrit Dallin, ne s'excuse pas » (p. 84).

Il revient au lecteur de méditer sur les conclusions de Dallin à partir de son cadre de discussion. Il suffit de souligner que, étant donné le si grand malentendu existant entre les superpuissances, celles-ci ayant des priorités antagoniques, la recherche de la vérité sur cet épisode malheureux fut inutilement entravée. Le récit de Dallin contient un avertissement implicite: à moins que les tensions marquant la confrontation entre les superpuissances ne

soient réduites, des tragédies pires encore se profilent peut-être à l'horizon. Cette expérience historique générale des relations entre les grandes puissances a créé le contexte de la crise que l'on se doit de comprendre avant de pouvoir être assuré d'un avenir dénué de confrontation politique et de tragédie humaine.

André KUCZEWSKI

*Administration and Policy Studies*  
McGill University, Montréal

*Les États fédéraux dans les relations internationales: Actes du Colloque de Bruxelles, Institut de sociologie, 26-27 février 1982.* Bruxelles, Éditions Bruylant – Éditions de l'Université de Bruxelles, 1984. Coll. « Collection de droit international », n° 13, 1984, 594 p.

Cet ouvrage comprend deux parties et une annexe. La première partie se compose des rapports nationaux présentés sur chacun des 14 États dits fédéraux en fonction de l'exercice par leurs composantes de la compétence internationale. La deuxième partie, deux fois plus longue que la précédente, renferme les rapports de synthèse et relate les débats. Quant à l'annexe, elle contient les travaux préparatoires de la réforme constitutionnelle de l'État belge à l'égard de la compétence des communautés et des régions en matière internationale.

L'ouvrage répond à un questionnaire envoyé par la Société belge de droit international à 14 États sur les dispositions constitutionnelles et la pratique de chacun d'eux vis-à-vis de l'exercice par leurs parties constituantes (États, régions, provinces, cantons) du *jus tractatum* et du *jus legationis*, de même que sur le problème des immunités et de la responsabilité de ces divisions territoriales non souveraines.

Il faut d'abord admettre que le titre du colloque est quelque peu ambigu. Que peut-on entendre par *États fédéraux*? La lecture de l'ouvrage démontre que ce titre recouvre aussi bien des États fédératifs, où les attributions et les pouvoirs sont vraiment partagés entre

l'État fédéral et les États fédérés, que des États décentralisés où les régions ou provinces bénéficient d'une large autonomie sans être pour autant soustraites à un contrôle d'opportunité de la part de l'État central ou à toute autre limitation d'ordre politique ou administratif. Contrairement à l'affirmation de Maurice Duverger, rapportée ici, voulant que la décentralisation soit un fédéralisme atténué et le fédéralisme, une décentralisation très poussée, il appert, tout au moins sur le plan juridique, que l'État fédératif a des règles propres, la loi de superposition et la loi d'autonomie, qui garantissent l'existence à la fois d'un État fédéral et d'États fédérés, nullement subordonnés, mais soumis à un ordre constitutionnel unique sauvegardant leur indépendance mutuelle. Il y a un modèle de l'État fédératif: c'est celui où l'État central et les États constituants ont les pouvoirs de leurs attributions. Mais il y a une grande diversité d'États décentralisés avec des parties composantes dont les attributions sont variables et les pouvoirs sont restreints sinon rescindables par l'État central.

Les États auxquels s'est intéressé le colloque de Bruxelles sont l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, les États-Unis, l'Italie, le Nigeria, la République fédérale d'Allemagne, la Suisse, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique et la Yougoslavie. On a ajouté un rapport sur l'Espagne commandé après le colloque.

Il faut se réjouir de l'inclusion de l'Argentine, souvent oubliée parmi les États fédératifs, et aussi celle de la Belgique et de l'Italie où s'accroît l'intérêt des régions pour les relations internationales. Il convient toutefois de regretter l'omission d'un État fédératif authentique, les Émirats arabes unis, dont chacun des émirats constituants est habilité à conclure des accords avec les États de la région et à être membre à part entière des organisations pétrolières internationales, comme l'OPEP, ce qui leur confère des droits que, seuls parmi les États fédérés, les républiques de Biélorussie et d'Ukraine exercent effectivement au sein de certains organismes internationaux.